



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 365 - 12 octobre 2023



ÉDITO



Alexis Zajdenweber, Commissaire aux participations de l'Etat

Pour Alexis Zajdenweber, Commissaire aux participations de l'Etat, l'une des priorités de l'Etat actionnaire est d'accompagner les entreprises à participation publique dans leur transition pour qu'elles relèvent le défi du changement climatique.

[Lire la suite](#)



Institutions

Rapport d'activité 2023 du Conseil constitutionnel

Si l'année 2023 est marquée par le 65ème anniversaire de la Constitution de la Vème République, elle est également la deuxième année la plus chargée de l'histoire du Conseil constitutionnel en nombre de décisions contentieuses et l'année d'évolutions significatives pour l'accès au droit.

[Lire la suite](#)

Les 70 ans des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs ont, à l'exception de celui qui pré-existait, été créés le 30 septembre 1953 sur l'ensemble du territoire afin de pouvoir juger plus rapidement les conflits entre les citoyens et les administrations et garantir une plus grande accessibilité de la justice. Soixante-dix ans plus tard, ils sont devenus de véritables juridictions de proximité et rendent plus de 230 000 décisions par an.

[Lire la suite](#)



Juridictions

La Cour de cassation publie son rapport annuel 2022

La Cour de cassation a publié son rapport annuel présentant l'activité de la Cour en 2022, l'analyse des principaux arrêts et avis rendus ainsi que des suggestions de modifications législatives et réglementaires.

[Lire la suite](#)

Le Journal officiel de l'Union européenne change de mode de publication

Depuis le 1er octobre 2023, le Journal officiel de l'Union européenne est passé à la publication acte par acte.

[Lire la suite](#)

Le principe *non bis in idem* s'applique aux sanctions de nature pénale pour pratiques commerciales déloyales

La CJUE considère que le principe non bis in idem doit s'appliquer aux sanctions pénales imposées pour des pratiques commerciales déloyales, nonobstant leur qualification en droit interne

de sanctions administratives.

[Lire la suite](#)



Commande publique

Publication du décret relatif aux marchés globaux de performance énergétique à paiement différé

Le décret n° 2023-913 du 3 octobre 2023 relatif aux marchés globaux de performance énergétique à paiement différé, précisant les modalités d'application de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023, a été publié au Journal officiel le 4 octobre 2023.

[Lire la suite](#)

Une réclamation formulée au maître d'ouvrage par un co-traitant est irrégulière faute d'avoir été transmise par le mandataire d'un groupement conjoint

Dans un groupement conjoint, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes d'acompte, les projets de décompte et à accepter les décomptes ; seules sont recevables les réclamations formulées et transmises au maître d'ouvrage par ses soins.

[Lire la suite](#)

Lorsqu'un candidat irrégulièrement évincé avait une chance de remporter le marché, il a droit en principe au remboursement des frais engagés pour présenter son offre

Les frais engagés pour présenter une offre sont inclus comme charges dans le calcul du manque à gagner indemnisable lorsqu'un candidat a perdu une chance sérieuse de remporter un marché public. De plus, dans le cas d'un marché susceptible de reconduction, le manque à gagner ne revêt un caractère certain qu'en tant qu'il porte sur la période d'exécution initiale du contrat et non sur les périodes ultérieures qui ne peuvent résulter que d'éventuelles reconductions.

[Lire la suite](#)



Finances publiques

Le projet de loi de finances pour 2024

Le projet de loi de finances pour 2024, présenté en Conseil des ministres le 27 septembre 2023, traduit les choix portés par le Gouvernement en faveur de la lutte contre l'inflation, l'accélération de la transition écologique et la baisse du déficit public.

[Lire la suite](#)

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024

Le projet de loi de financement pour la sécurité sociale (PLFSS), présenté en Conseil des ministres le 27 septembre 2023, traduit la volonté du Gouvernement de continuer à investir dans le système de santé, pour la politique familiale et sociale ainsi que pour la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie.

[Lire la suite](#)

Rapport parlementaire sur la fiscalité du patrimoine

Concluant les travaux de leur mission d'information, le rapport des députés Mattei et Sansu sur la fiscalité du patrimoine, déposé le 23 septembre 2023, fait un état des lieux et propose des pistes pour que la fiscalité du patrimoine soit plus en « adéquation avec les besoins contemporains ».

[Lire la suite](#)



Marchés

La Cour des comptes analyse le secteur des jeux d'argent et de hasard

La Cour des comptes a publié à la fin du mois de septembre 2023 un rapport sur l'économie du secteur des jeux d'argent et de hasard, encadré par l'Etat pour préserver l'ordre et la santé publics. Ce secteur s'adapte à l'évolution de la société et a fortement développé des offres en ligne.

[Lire la suite](#)

Condamnation du Royaume-Uni à une amende de 32 millions d'euros par la CJUE (taxation du carburant utilisé pour les bateaux de plaisance)

La Cour de justice de l'Union européenne a rendu un arrêt de manquement sur manquement contre le Royaume-Uni qui ne s'était pas conformé à l'arrêt de la Cour prononcé en 2018 sur l'interdiction d'utilisation de carburant marqué – bénéficiant d'une taxation réduite - aux fins de la navigation de plaisance privée.

[Lire la suite](#)



Entreprises



Projet de loi portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations commerciales dans la grande distribution

Un projet de loi sur les négociations commerciales dans la grande distribution visant à lutter contre l'inflation et à protéger le pouvoir d'achat a été présenté au Conseil des ministres le 27 septembre 2023 par Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et Olivia Grégoire, ministre déléguée, chargée des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'Artisanat et du Tourisme.

[Lire la suite](#)

Rapport de la Cour des comptes sur la politique de l'Etat en faveur du commerce de proximité

La Cour des Comptes a examiné l'évolution de la politique de l'Etat en faveur du commerce de proximité au cours des cinq dernières années. Vecteur de lien social et source d'attractivité des territoires, le commerce de proximité représente 700 000 entreprises et 1,1 million d'emplois (salariés et non-salariés).

[Lire la suite](#)



Questions sociales



Arrêt de la CJUE : le droit à la rétractation des abonnements

La Cour de justice de l'Union Européenne juge que le droit du consommateur de se rétracter d'un abonnement souscrit à distance, initialement gratuit et reconduit automatiquement, est garanti une seule fois. Les professionnels ont néanmoins l'obligation d'informer les consommateurs de manière claire, compréhensible et explicite que la prestation deviendra payante après la période initiale gratuite.

[Lire la suite](#)



Numérique

Décennie numérique de l'Europe : la Commission dresse un premier bilan

Le premier rapport de la Commission européenne sur l'état d'avancement de la décennie numérique souligne la nécessité d'une action collective pour façonner la transition numérique et détaille la situation de la France.

[Lire la suite](#)



Emploi

Evolution de la jurisprudence en matière de cotisations sociales sur l'avantage que peuvent constituer les bons de souscription

Le fait générateur des cotisations sociales afférentes à l'avantage que constituent les bons de souscription s'entend de la date de cession ou de réalisation des bons de souscription d'actions, de sorte que l'avantage doit être évalué à cette date en fonction du gain obtenu ou de l'économie réalisée par le bénéficiaire

[Lire la suite](#)

La Cour de cassation précise les conditions d'un licenciement disciplinaire pour un motif tiré de la vie personnelle du salarié

Un motif tiré de la vie personnelle du salarié ne peut, en principe, justifier un licenciement disciplinaire, sauf s'il constitue un manquement de l'intéressé à une obligation découlant de son contrat de travail.

[Lire la suite](#)



SUR LE SITE



Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents



LA DAJ RECRUTE



**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle
d'expertise juridique reconnu ?
Vous recherchez un emploi qui a du sens,
au bénéfice de l'intérêt général ?
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre
talent au service d'une économie forte et durable.

[Consultez nos fiches de poste](#)

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kévin Bouchard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Adrien Galluchot, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: ©BercyPhoto-Gézelin Gree

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)